



Le baromètre économique des services en France

Juillet 2012

Sommaire

Editorial	p. 2
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services	p. 3
Le chiffre d'affaires des services	p. 4
La valeur ajoutée des services	p. 5
Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services	p. 6
Les échanges extérieurs de services	p. 7
La démographie des entreprises de services	p. 8



Gilles PÉLISSON
Président du GPS

La France peut compter sur ses Services

Le ralentissement de l'activité observé au 1^{er} trimestre se confirme au 2^{ème} trimestre, même pour les entreprises de services qui ne feront pas de miracle sur le plan de la création d'emplois. Elles ne devraient pas non plus en détruire. A moins qu'une accumulation de mesures défavorables au premier rang desquelles un alourdissement de leurs charges viennent freiner leur mouvement.

L'économie française dispose d'un vivier de créations d'emplois : les services. Le Centre d'analyse stratégique - rattaché au Premier ministre -, le rappelle régulièrement¹ : 786 000 emplois vont être créés à moyen terme (2016) dans les services, soit 80% du nombre total des emplois créés en France. C'est une tendance lourde de nos économies avancées qui détruisent des emplois industriels et en créent dans les services, dont la moitié dans les secteurs intensifs en savoir, hautement qualifiés et bien payés.

Ces secteurs créateurs d'emplois innovent et répondent aux attentes de leurs différents clients, entreprises, administrations, collectivités et ménages. En bonne place, le secteur des services "dits opérationnels" (sécurité, propreté, intérim ; 236 000 créations) dont certains salariés peu qualifiés ont l'opportunité d'intégrer durablement le marché du travail. Suivent les services de conseil et assistance (155 000 emplois), puis les services personnels et domestiques (96 000 emplois), un secteur qui répond au vieillissement de la population et à la demande de confort des ménages... enfin la finance et l'assurance (64 000), l'hôtellerie-restauration (56 000), le transport (37 000). Les entreprises de services (plus d'un million) petites, moyennes ou grandes structurent l'économie (1 entreprise sur 2 qui se crée est une entreprise de services), produisent de la richesse (46% du PIB), recrutent à tous les niveaux de qualifications et offrent aux jeunes, même les moins qualifiés, des perspectives d'ascension sociale.

Les plus grandes d'entre elles sont leaders européens ou mondiaux (Onet, Cap Gemini, Coteba, Ernst & Young, Sodexo, Axa, Accor, Adecco, Veolia, Acadomia, GL Events...). Elles ont mis en œuvre des politiques de gestion des ressources humaines (parcours d'intégration, académies, ...) pour assurer l'employabilité de leurs collaborateurs car ils sont leur unique ou principal actif.

Pourtant, avec un taux de chômage de 10 %, les tensions sont vives en matière de recrutement dans certains métiers de services. L'enquête besoins de main d'œuvre 2012 réalisée par Pôle Emploi et le Crédoc recense 43% de projets de recrutement considérés comme difficiles par les employeurs, contre 38% en 2011. Ce pourcentage dépasse 60% pour les ingénieurs, cadres études et R&D informatique et frôle les 70% pour les aides à domicile et aides ménagères.

L'économie est en mouvement, des écosystèmes se développent. L'Internet haut débit fait émerger de nouveaux acteurs et de nouveaux emplois. Par exemple, dans le secteur du e-commerce et de la vente à distance. "Sur les trois premiers mois de l'année, les ventes en ligne ont augmenté de 24% sur un an (...); le nombre de sites marchands continue d'augmenter de +22% sur le premier trimestre. On compte désormais 104 100 sites e-commerce, soit 18 800 de plus qu'il y a un an" souligne leur organisation professionnelle dans son communiqué du 10 mai dernier. Derrière ces acteurs, il y a une chaîne logistique composée de transport - air, mer, fer, route -, d'entreposage, de messagerie expresse ou non, de centres de relation-clients, d'infrastructures et d'opérateurs télécoms, de communication et de marketing, ... pour délivrer aux clients les biens et services devenus ainsi accessibles.

La France hexagonale et d'outre-mer, c'est aussi un territoire doté d'un patrimoine architectural et culturel et de paysages qui sont une signature enviée par nos concurrents. Avec 77 millions de touristes accueillis en 2010, la France conserve le podium de la 1^{ère} destination mondiale (certes, elle n'occupe que la 3^{ème} marche pour les recettes touristiques). L'activité touristique, qu'elle soit d'agrément ou d'affaires (congrès, foires, salons ...) est bénéfique à notre balance commerciale (excédent +7 milliards d'euros en 2011). Cette activité contribue au rayonnement de la France dans le monde et sert de vitrine à nos filières d'excellence : Tgv, chantiers navals, Airbus, réseaux autoroutier, ouvrages d'arts, mode, parfums, agroalimentaire, production vinicole... Les services sont partout, ils créent des emplois et de la richesse sur tout le territoire et plus loin encore. Il fallait que cela soit rappelé à un moment où des choix de politique économique majeurs vont être faits.

Gilles C. Pélisson
Président

L'essentiel :

L'activité des services est en phase de décélération au 1^{er} trimestre 2012

L'emploi marquerait une pause au 2^{ème} trimestre

Les premiers signaux d'inquiétudes pèsent sur l'activité du 2^{ème} trimestre.

¹ "Les secteurs d'emplois créateurs d'emplois à moyen terme". *La note d'analyse*, n° 258, janvier 2012, Centre d'analyse stratégique

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services

L'emploi salarié se maintiendrait dans les services au 2^{ème} trimestre malgré une conjoncture qui se dégraderait.

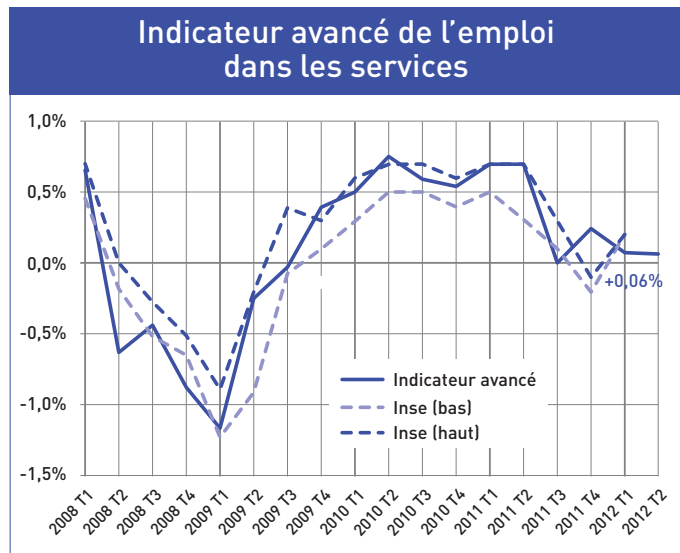
Le secteur des services devrait connaître un niveau d'emploi stable au second trimestre 2012 (+0,06%) après un 1^{er} trimestre en légère progression (+0,2% par rapport au 4^{ème} trimestre 2011, d'après les chiffres provisoires de l'Insee).

L'emploi dans les services devrait ainsi préserver ses acquis en dépassant la barre des 8,4 millions de salariés malgré la dégradation de l'activité désormais envisagée par la Banque de France au 2^{ème} trimestre (-0,1%).

Ainsi, la contraction apparente de l'activité économique au cours du premier semestre 2012 n'aurait pas d'impact négatif sur l'emploi, ce qui pourrait être le pendant du phénomène de croissance sans emploi déjà évoqué dans la précédente édition du baromètre (mars 2012). Il s'agirait d'un ralentissement économique sans destruction d'emploi, et plus généralement d'une relation distendue entre croissance de la valeur ajoutée et emploi.

Les pistes d'explication tiennent principalement aux choix réalisés par les entreprises pour l'ajustement de leur masse salariale à l'activité. Les économistes parlent d'un arbitrage entre flexibilité interne et externe¹. Lors d'un ralentissement, la flexibilité interne se traduit par la réduction du temps de travail, la baisse de productivité, la préservation des compétences stratégiques. Tandis que l'ajustement externe est celui du licenciement, de la non reconduction des CDD arrivés à terme, du gel des recrutements.

L'évolution de l'emploi intérimaire (-5,2% sur un an au premier trimestre 2012) par rapport à celle du reste des services (+0,9% sur la même période) atteste bien d'une correction sensible dans l'emploi mais majoritairement répartie sur les autres secteurs d'activité. Les services ont créé moins d'emplois lors de la dernière phase de croissance qu'ils ne l'ont fait dans les précédentes mais parviennent à davantage les préserver au moment du retournement de la conjoncture économique. Les entreprises de services semblent opter principalement pour une flexibilité interne plutôt qu'externe, ce qui représente un signal positif de maturité et de solidité de leur modèle économique.



Source : Insee.

Note Méthodologique :

L'emploi constitue la variable économique clé (avec la valeur ajoutée) pour un tableau de bord sectoriel. En effet, l'évolution de l'emploi renseigne sur la tendance de fond de l'activité dans la mesure où l'accroissement des effectifs constitue une anticipation positive de la conjoncture pour un employeur. Cependant, les chiffres de l'emploi sont publiés avec un décalage qui peut être gênant pour l'analyse conjoncturelle et pénalise la réactivité du décideur.

Pour un trimestre T, l'Insee ne publie les chiffres de l'emploi que lors du trimestre suivant : une première estimation "flash" peu détaillée vers le milieu de T+1, suivie en général, deux semaines après par des chiffres sectoriels provisoires, qui feront l'objet de plusieurs révisions. Pour les indicateurs économiques majeurs tels que l'emploi, l'Insee publie en effet plusieurs estimations étalées dans le temps. C'est pourquoi l'indicateur avancé de l'emploi du GPS est présenté dans une "bande de prédiction" bornée par les deux estimations extrêmes fournies par l'Insee pour une période donnée.

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services du GPS permet d'anticiper la publication "flash" de l'Insee. Dès la fin du trimestre T, le GPS dispose d'une estimation de l'emploi pour le trimestre qui vient de s'écouler, ainsi que pour le trimestre à venir. Soit une avance de respectivement 45 et 15 jours sur les chiffres publiés par l'INSEE. Le champ couvert est celui du tertiaire marchand hors commerce, ce qui correspond au champ du GPS, dans les limites des nomenclatures disponibles.

¹ Voir à ce sujet le récent rapport du Conseil d'Orientation de l'Emploi "L'emploi et les politiques d'emploi depuis la crise", mai 2012.



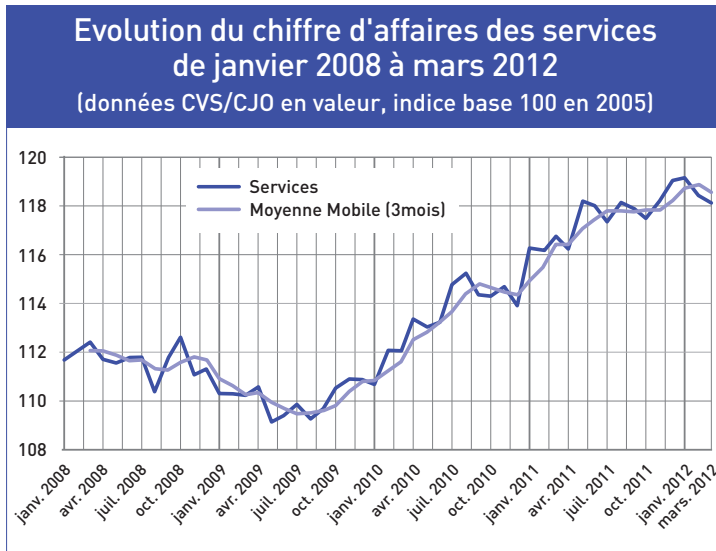
Le chiffre d'affaires des services

L'activité des services est en repli de -0,8% à l'issue du 1^{er} trimestre 2012 mais l'évolution demeure positive sur un an.

Au mois de mars 2012, le chiffre d'affaires des Services se contracte de -0,25% (après une 1^{ère} contraction de -0,6% en février). A l'issue du 1^{er} trimestre 2012, le chiffre d'affaires des services affiche un recul de -0,8% par rapport au 4^{ème} trimestre 2011.

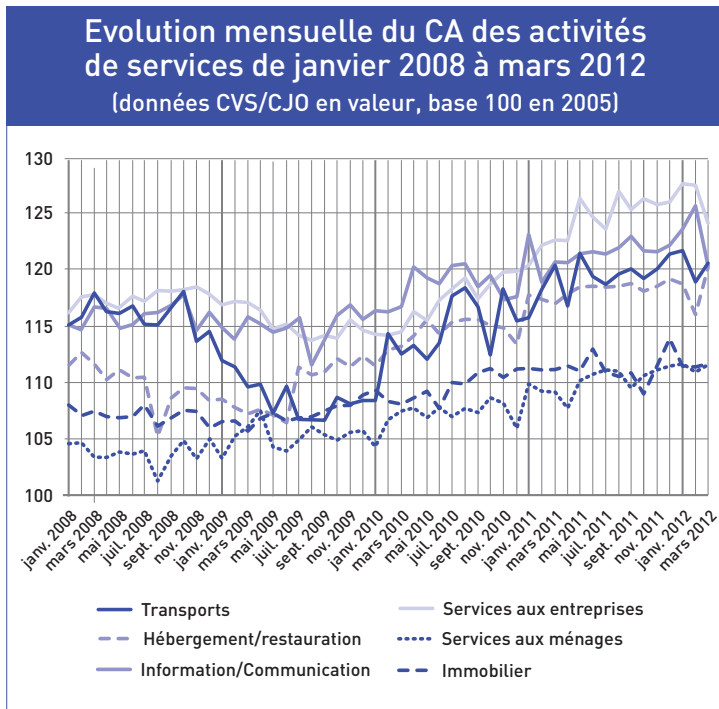
En glissement annuel (l'indice de mars 2012 comparé à celui de mars 2011), l'évolution du chiffre d'affaires demeure positive (+1,2%).

Certes, le chiffre d'affaires est un indicateur volatile (l'indicateur de valeur ajoutée l'est moins). Néanmoins, l'intensité du recul observé au cours des premiers mois de l'année pourrait être le signe annonciateur d'un climat économique général dégradé durablement, notamment dans les services consommés par les autres secteurs d'activités (B to B).



“ En glissement annuel de mars 2011 à mars 2012, l'évolution du chiffre d'affaires demeure positive avec une hausse de +1,2% ”

Au mois de mars 2012, les services aux entreprises (-2,7% par rapport à février) et l'information/communication (-4,1%, soit un recul qui ramène le niveau de l'indice à celui d'avril 2011) sont les activités qui souffrent le plus. Ces deux activités sont emblématiques car elles génèrent 40% du chiffre d'affaires des services en France, dont une proportion importante en B to B.



En revanche, l'hôtellerie/restauration parvient à compenser en mars (+3,7%) la contraction d'activité des deux premiers mois de l'année. La météo favorable et le calendrier des vacances scolaires n'y sont pas étrangers. L'indice de chiffre d'affaires de cette activité réalise ainsi un plus haut historique.

“ Au mois de mars 2012, les services aux entreprises et l'information communication souffrent le plus ”

Enfin, les services aux particuliers, une activité sensible aux variations négatives de la conjoncture économique française, résistent avec une hausse du chiffre d'affaires de +0,5% en mars.

La valeur ajoutée des services

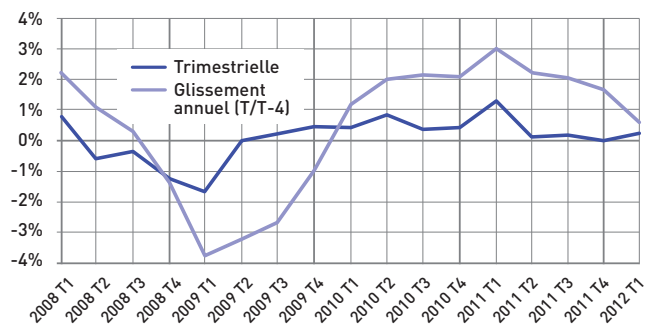
Les volumes d'activités ralentissent au 1^{er} trimestre 2012 mais restent positif.

Au premier trimestre 2012, la valeur ajoutée des Services a progressé de +0,2% par rapport au trimestre précédent et de +0,6% en glissement annuel. Le volume de valeur ajoutée augmente donc mais s'inscrit dans le ralentissement de l'activité des services observé depuis le second trimestre 2011.

Dans sa note de conjoncture publiée en juin 2012, l'INSEE observe un ralentissement de l'économie au cours du premier semestre (0,0% au 1^{er} trimestre et 0,0% au 2^{ème} trimestre), et anticipe une légère progression au cours du second (+0,1% au 3^{ème} trimestre et +0,2% au 4^{ème} trimestre) : en légère croissance, les services surperforment donc l'économie ; néanmoins, les premiers indicateurs sur l'activité des services au cours du 2^{ème} trimestre ne permettent de prévoir la reproduction de cette "performance".

Dans le contexte actuel d'incertitudes économiques nationales et européennes, l'amélioration de l'activité économique dans les services pourrait attendre la fin du 3^{ème} trimestre de cette année.

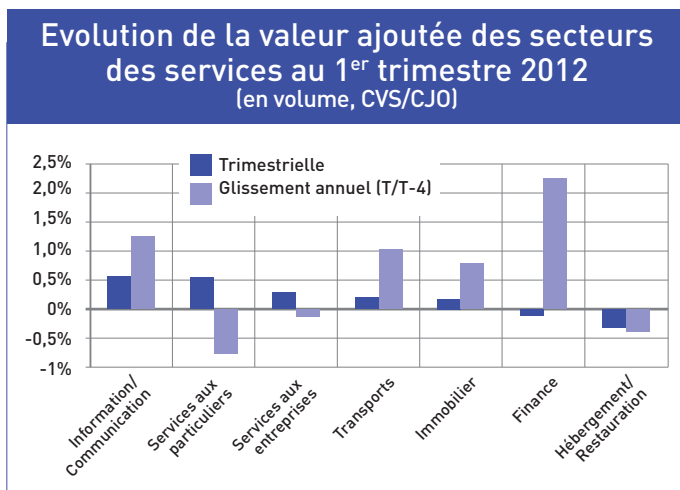
Evolution de la valeur ajoutée des services du 1^{er} trimestre 2008 au 1^{er} trimestre 2012 (en volume, CVS/CJO)



Source: Insee

“ Au premier trimestre 2012, la valeur ajoutée des services a progressé de +0,2% ”

“ La situation des secteurs d'activités des services est néanmoins contrastée au 1^{er} trimestre 2012 ”



Source: Insee

La situation des secteurs d'activités des services est néanmoins contrastée au 1^{er} trimestre 2012. L'information/communication (+0,6%) et les services aux particuliers (+0,6%) maintiennent leur croissance par rapport au 4^{ème} trimestre 2011. En revanche, l'hébergement/restauration connaît un nouveau trimestre de contraction de sa valeur ajoutée (-0,3%).

La mesure en glissement annuel sur un an confirme la résistance des activités d'information/communication (+1,2% depuis le 1^{er} trimestre 2011), de transports (+1%) et de l'immobilier (+0,8%). En revanche, les services aux particuliers (-0,8%) et l'hébergement restauration (-0,4%) voient leur volume de valeur ajoutée reculer. Les services aux entreprises sont en quasi-stagnation sur la période (-0,1%).



Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services

Les opinions des dirigeants d'entreprises de services en mai font état d'une nette dégradation de l'activité.

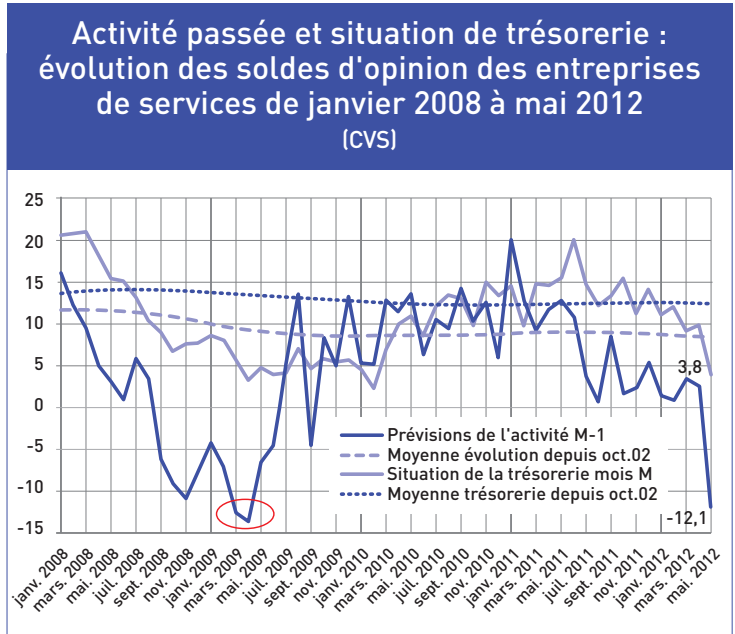
1. Activité

Les opinions des dirigeants d'entreprises de services recueillies au mois de mai font état d'une nette dégradation de l'activité au cours du mois précédent. En effet, avec -12,1, le niveau de l'indice réalise son 3^{ème} plus faible score depuis la création de l'indicateur en octobre 2002 (-12,4 en mars 2009 et -13,5 en avril 2009). Depuis janvier 2011, son point haut depuis la fin de la crise, l'indice d'activité a repris une tendance baissière qui s'est accélérée en avril 2012.

2. L'indicateur de trésorerie marque aussi le pas fin mai.

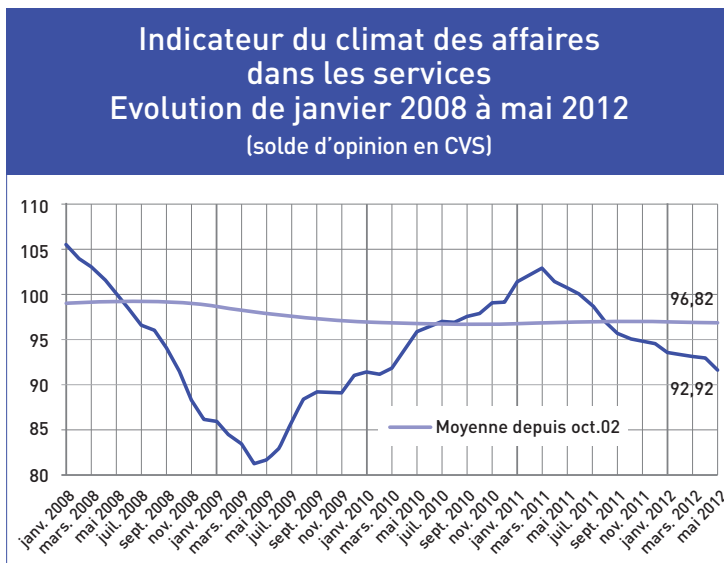
Le recul est de -62% (3,8) par rapport au mois d'avril et de 64% sous la moyenne réalisée depuis le début de l'année 2012 (10,5).

La coordination et l'ampleur de l'évolution des deux indicateurs pourraient annoncer une nouvelle période de contraction économique. La dégradation de la trésorerie est toutefois propre aux entreprises de services, l'industrie manufacturière, bien que connaissant aussi un fort recul de son activité, réussit à préserver ses liquidités.



Banque de France, Enquête "Conjoncture Industrie et Services", mai 2012

“ l'indicateur du climat des affaires poursuit son repli en mai 2012 ”



Banque de France, Enquête "Conjoncture Industrie et Services", mai 2012

3. En mai 2012, l'indicateur de climat des affaires dans les services poursuit son repli (-1,4%) amorcé en avril 2011.

Selon les chefs d'entreprises, la dégradation du climat s'effectue ce dernier mois à un rythme équivalent à celui l'été 2011 (fortes tensions sur la dette en zone euro).

L'indicateur de climat des affaires est le solde d'opinion le moins volatil de l'enquête de conjoncture de la Banque de France (cf note ci-dessous). L'accélération de la tendance baissière est liée à une période d'incertitude économique et de fébrilité des marchés que l'on connaît depuis le début de l'année.

[note : l'indicateur de climat des affaires dans les services agrège l'ensemble des réponses de l'enquête dans les services (activité, stock, effectifs, commandes, ...) pour en extraire le facteur commun]

Les échanges extérieurs de services

Malgré un léger tassement en avril qui infléchit une bonne tendance, le solde mensuel net moyen des échanges de services est tiré par la fréquentation touristique.

En avril 2012, l'économie française a enregistré un solde net d'exportations de services positif de 1,6 milliards d'euros. Depuis le début de l'année, tous les mois ont été excédentaires pour un total cumulé de 5,3 milliards d'euros. Ces bons résultats cachent néanmoins un recul de -1,8% par rapport à 2011 (5,4 mds €). Pour sa part, le déficit cumulé des transactions de biens, connaît quant à lui un recul de -7,7% par rapport à avril 2011 : il se "redresse" donc dans une conjoncture économique atone.

La moyenne mensuelle de long terme des services baisse légèrement depuis décembre 2010 à 1,1 milliard d'€ de solde positif. Si elles se confirment au deuxième semestre, les bonnes performances du début 2012 (1,3 milliard en moyenne au cours des 4 premiers mois de l'année) pourront mettre un terme à cette tendance.

Les indicateurs de fréquentation touristique sont bien orientés : les résultats au premier trimestre 2012 sont supérieurs à ceux de l'année 2011 (+2,3% de fréquentation des hôtels et +2,9% pour les autres hébergements collectifs touristiques¹), regardée comme une bonne année. La destination France continue de bénéficier de l'instabilité persistante autour du bassin méditerranéen.

Le tourisme serait un relai de croissance bienvenu dans les échanges extérieurs de la Nation et permettrait à l'année 2012 de confirmer et de dépasser la bonne tenue des exportations françaises de services enregistrée en 2011. En effet, le poste "voyages" constitue à lui seul 52,6% de l'excédent commercial des services en 2011 avec 7,1 milliards d'euros.

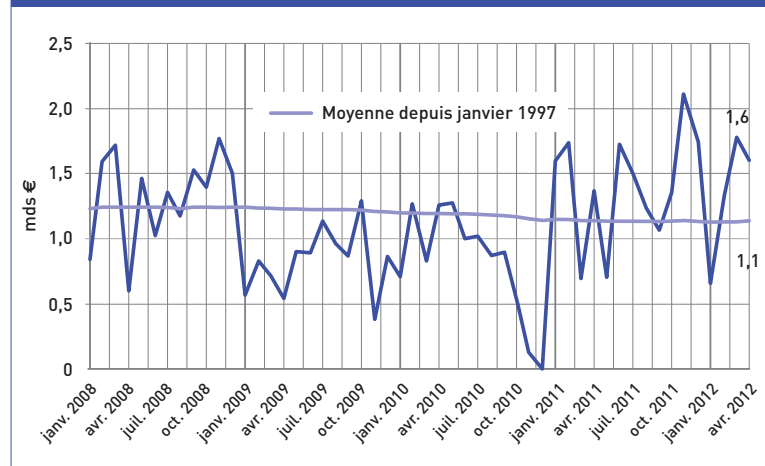
“ Les indicateurs du tourisme sont bien orientés avec des résultats au premier trimestre 2012 pour le moment supérieurs à ceux de 2011 ”

Ce que recouvre les services dans la balance des paiements

- Transports⁽¹⁾
- Voyages⁽¹⁾
- Autres services aux entreprises⁽²⁾
 - services de communication
 - services de construction
 - services d'assurance
 - services financiers
 - services informatiques
 - redevances et droits de licence
 - autres services aux entreprises (négoce international, services commerciaux, location opérationnelle ...)
- Services personnels, culturels et récréatifs (services audiovisuels ...)
- Services des administrations publiques

⁽¹⁾ Les postes Transports et Voyages contribuent à hauteur de 60% du solde environ
⁽²⁾ Le poste Autres services aux entreprises à hauteur de 40% du solde environ

Solde mensuel net des transactions courantes de services France/Reste du Monde, en milliards d'euros (cvs)



Source : Banque de France, Balance des Paiements.

1 Source : Insee, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie, 23 mai 2012.



La démographie des entreprises de services

Les créations d'entreprises de services poursuivent leur ralentissement en mai (-2,3%) à un rythme inférieur à l'ensemble du secteur marchand. Une entreprise créée sur deux est une entreprise de services.

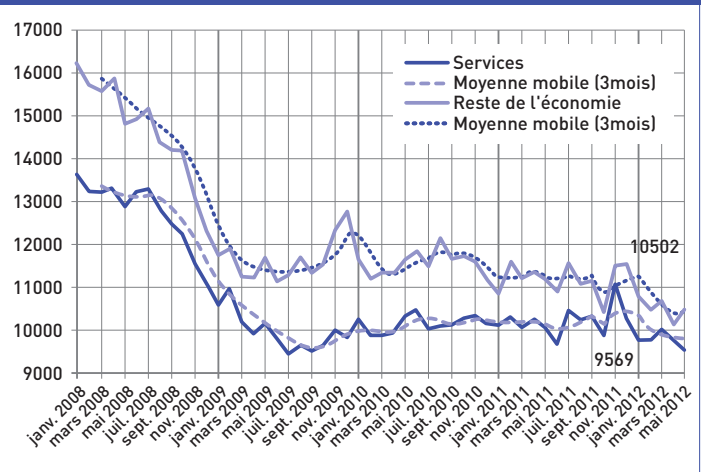
En mai 2012, le nombre de créations d'entreprises de services est en recul de -2,3%, pour le deuxième mois consécutif (-2,3% de mars à avril). Cela représente 9 569 nouvelles entreprises dans les services et 10 502 dans le reste du secteur marchand non agricole.

Depuis l'automne 2011 et les pics atteints dans les services en novembre et décembre (11 505 et 11 528), les courbes de créations d'entreprises "Services" et "Reste de l'économie" convergent : cela est dû au ralentissement plus marqué du flux des créations dans le Reste du secteur marchand.

Les flux nets sont obtenus en corrigeant les créations des défaillances d'entreprises constatées au cours du même mois¹.

Les flux bruts représentent une part des créations totales inférieure à celle des flux nets. Cela signifie que, proportionnellement, les entreprises de services ont un taux de défaillance inférieur au reste du secteur marchand. En outre, la part des services est croissante dans les deux flux, ce qui confirme la meilleure tenue de ce secteur par rapport au reste de l'économie.

Evolution mensuelle de créations d'entreprises de services hors auto-entreprises
De janvier 2008 à mai 2012 (CVS/CJO)



Source : Insee.

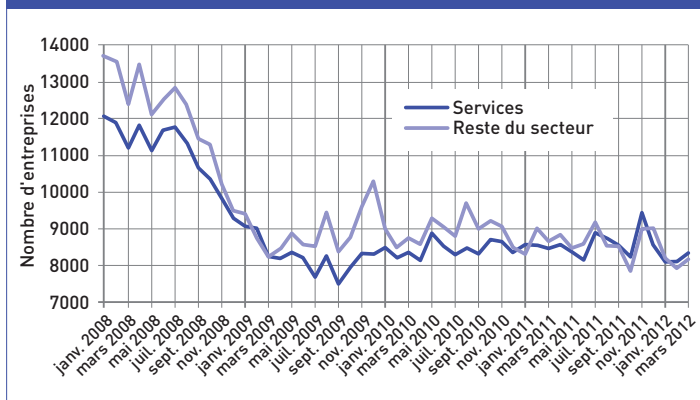
“ Le flux net de créations d'entreprises de services dépasse celui des autres secteurs économiques ”

La prise en compte des défaillances d'entreprises fait apparaître une prédominance ponctuelle des activités des services dans la démographie des entreprises françaises en mars 2012 : l'accroissement et la répétition d'un tel épisode est à souligner. Il faut toutefois attendre encore quelques mois pour confirmer la tendance majoritaire des flux nets de créations d'entreprises de services. Dans l'affirmative, cet indicateur pourrait être représentatif d'une transition du modèle productif français.

Depuis 2008, le contexte économique et financier mondial connaît des perturbations à la fois inédites dans leur forme et rares dans leur ampleur, en particulier dans la zone euro. On constate que c'est à la faveur des épisodes les plus virulents de cette période que l'on assiste au croisement des courbes². Cela illustre la capacité du secteur des services à maintenir son attractivité et l'activité de ses entreprises.

Evolution des flux mensuels nets de créations d'entreprises hors auto-entreprises

De janvier 2008 à mars 2012 (CVS)



Source : Insee.

¹ Il s'agit des défaillances d'entreprises publiées au Bodacc.

² Février/mars 2009, début du volet économique de la crise financière, août à novembre 2011, doutes sur les dettes souveraines et leurs créanciers, février/mars 2012 risque de défaut grec, craintes de récession.

Ouvrage édité par le Groupement
des Professions de services.
Directeur de la publication :
Bérangère de Beaucoudrey
Comité de rédaction :
Jean-Paul Betbèze, Dominique
Calmels, Grégori Colin, Bérangère
de Beaucoudrey, Rémi Malétras.
Edition déléguée : Louisiane - RCS
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 008/2012
ISBN : 978-2-918995-17-3
Dépôt légal juillet 2012
Contact presse : Isabelle Mas
Vae Solis - Tél. 01 53 92 80 10
isabelle.mas@vae-solis.com
© GPS 2012 tous droits réservés

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 25 fédérations de services membres du Medef et près de 27 grandes entreprises.

Les services sont aujourd'hui un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil)
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes

Ce "baromètre trimestriel des services" présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat "services" correspond à ce que les nomenclatures standard nomment "tertiaire marchand" hors commerce. Avec 8,9 millions de personnes, ce champ représente 35,2% de l'emploi intérieur total en 2011 et a généré 46% de la valeur ajoutée totale (814 milliards d'euros).

